

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN

9 RUE LOUIS BLERiot
57640 Argancy

Références : ARGANCY_SAFETY-KLEEN_2026-02-17_RAPVI-echeances_TA_02587
Code AIOT : 0006209266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement SAFETY KLEEN implanté 9 RUE LOUIS BLERiot 57640 Argancy. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-23 du 16 janvier 2025 mettant en demeure l'exploitant de se conformer à certaines dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2018 concernant ses installations exploitées sur la commune d'Argancy (respect des valeurs limites de concentration des rejets d'eaux pluviales du site).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN
- 9 RUE LOUIS BLEROT 57640 Argancy
- Code AIOT : 0006209266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAFETY KLEEN exerce à Argancy une activité de location de machines de nettoyage de pièces mécaniques avec produit de nettoyage fourni et reprise et évacuation des produits usagés. Les produits de nettoyage utilisés sont principalement des produits lessiviels, des solvants et des diluants de peinture.

Cette activité est notamment encadrée par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-DCAT-BEPE-40 du 20 février 2018 visant à mettre à jour la situation administrative de la société SAFETY KLEEN concernant ses installations exploitées sur le territoire de la commune d'Argancy ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des	AP Complémentaire	Avec suites, Demande de	Levée de mise en

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	eaux pluviales	du 20/02/2018, article 5.2	justificatif à l'exploitant	demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté le retour à la conformité concernant le respect des valeurs limites en concentrations pour les eaux pluviales du site avant rejet dans le réseau communal. L'inspection propose de lever la mise en demeure du 16 janvier 2025 supra.

Une action corrective associée à des justificatifs est attendue par l'inspection concernant la finalisation du plan de défense incendie (point de contrôle n°2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/02/2018, article 5.2							
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets d'eau							
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/06/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 18/08/2026 							
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le réseau communal des eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes pour les eaux pluviales du site :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>pH</td><td>5,5 -8,5</td></tr> <tr> <td>Température</td><td>< 30° C</td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)	pH	5,5 -8,5	Température	< 30° C
Paramètres	Concentration maximale sur prélèvement 24h (mg/l)						
pH	5,5 -8,5						
Température	< 30° C						

Hydrocarbures totaux	5
MES	100
DCO	300

Une mesure de la concentration des polluants est effectuée conformément aux normes en vigueur une fois par an.

Constats :

La visite d'inspection:

- du 24 octobre 2024 avait permis de constater l'absence de contrôle des rejets d'eau du site depuis 2020 : cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté préfectoral du 16/01/2025;
- du 17 juin 2025 avait mis en évidence des rejets non conformes à la prescription supra lors des analyses réalisées les 29 novembre 2024 et 12 juin 2025.

L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 29 septembre 2025, le rapport d'analyse des eaux résiduaires RM240975C_SFK_ARG_SEPT25_V1 relatif au prélèvement réalisé le 16 septembre 2025 au point de rejet du débourbeur-déshuileur du site.

Les résultats sont conformes à la prescription supra.

Au regard de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure du 16 janvier 2025 susvisée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de Défense Incendie (PDI)

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un PDI non finalisé.

Par sondage, l'inspection a constaté dans le document présenté :

- la présence des schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie et d'une description de l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- la présence d'un plan de zonage ATEX du site ;
- la présence d'un plan d'implantation des moyens de lutte contre l'incendie non à jour ;
- que les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en période ouvrée ne sont pas finalisées ;
- l'absence des modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en période non ouvrée ;
- l'absence des plans de situation mentionnés supra décrivant les réseaux d'alimentation, de collecte des eaux, etc. ;
- l'absence de plan des stockages ;
- l'absence de modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant a indiqué que le PDI :

- est en cours de finalisation pour être conforme à la prescription ;
- n'est pas à ce stade présent à l'entrée du site et n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours, ce qui sera fait dès qu'il aura été finalisé.

La justification des compétences du personnel susceptibles d'intervenir en cas d'alerte a été présentée à l'inspection mais n'est pas intégrée dans le PDI.

L'inspection constate que le PDI n'est pas conforme à la prescription supra.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de l'avancement du PDI et de l'engagement de l'exploitant de finaliser ce dernier d'ici les prochaines semaines, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le PDI finalisé et de justifier sa transmission au service d'incendie et de secours dans un délai de 2 mois à compter de la date du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois